



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

bénéfices

Question au Gouvernement n° 2293

Texte de la question

RÉPARTITION DES RICHESSES

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Brard, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Jean-Pierre Brard. Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Le déficit budgétaire de l'État est énorme ; la dette publique de la France est considérable. Vous voulez redresser les comptes publics, dites-vous.

M. Jean-François Copé. Oui !

M. Jean-Pierre Brard. Vous voulez redresser les comptes de la sécurité sociale...

M. Didier Robert. Oui !

M. Jean-Pierre Brard. ...en frappant l'hôpital public. Vous voulez rétablir l'équilibre des retraites en allongeant la durée de cotisation, parce que, dites-vous, les caisses sont vides. C'est vrai, mais vous ne dites pas qui les a vidées. Or c'est vous qui l'avez fait (*Vives protestations sur les bancs du groupe UMP*),...

M. Philippe Briand. Quel scandale d'entendre des choses pareilles !

M. Jean-Pierre Brard. ...et je vais vous montrer comment.

Pour cela, je me suis muni d'un graphique. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe UMP*.)

M. le président. Monsieur Brard, vous maîtrisez suffisamment le verbe pour ne pas avoir besoin d'un dessin ; veuillez donc le ranger et poursuivez.

M. Jean Glavany. Et vous, laissez-le parler !

M. Jean-Pierre Brard. Monsieur le président, en couleur c'est beaucoup mieux ! (*Rires*.) Pourquoi voulez-vous me priver de mes arguments ?

M. le président. Monsieur Brard, je vous en prie !

M. Jean-Pierre Brard. Vous voyez donc sur ce graphique la manière dont évoluent les salaires : ils diminuent. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*.)

À l'inverse, voici comment évoluent les bénéfiques : ils augmentent. Cela veut dire, à l'arrivée, moins de pouvoir d'achat et plus de chômage.

M. Bernard Roman. Il a raison !

M. Philippe Briand. Ce n'est pas une question !

M. Jean-Pierre Brard. Mais cela ne vous a pas suffi : vous avez augmenté les cadeaux au patronat.

(*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*.)

M. Jean-Pierre Gorges. Et les 35 heures ?

M. Jean-Pierre Brard. Regardez, à cet égard, ce second graphique, qui représente vingt ans de cadeaux pour les actionnaires : ils sont eux aussi en constante augmentation. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*.)

M. le président. Monsieur Brard, s'il vous plaît !

M. Jean-Pierre Brard. Les dividendes ont augmenté. (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC*.) Le résultat, c'est que les cadeaux sont allés enrichir les actionnaires, au détriment du pouvoir d'achat...

Plusieurs députés du groupe UMP. Ces propos sont scandaleux !

M. Jean-Pierre Brard. ...et des investissements.

Ma question est simple : allez-vous poursuivre cette politique qui appauvrit les Français, qui ruine la France et qui enrichit les plus riches ? (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC*.)

M. le président. La parole est à Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi*. Monsieur Brard, communiquez-moi vos dessins à l'avance pour que je puisse vous en fournir également ! (*Rires.*) N'ayant pas de graphique, je voudrais vous répondre par quelques chiffres.

Regardons d'abord les deux facteurs auxquels vous faites référence : le facteur " travail " et le facteur " capital ". Le facteur travail, qu'est-ce que c'est ? C'est la rémunération, par le biais des salaires...

M. Maxime Gremetz. C'est la valeur première !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. ...et les transferts sociaux. En ce qui concerne les salaires, il faut savoir que, depuis 1987, la part de la rémunération du travail n'a pas varié en France : elle n'a pas diminué, puisqu'elle est restée à 67 % de la valeur ajoutée des entreprises. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Mme Françoise de Panafieu et Mme Claude Greff. Très bien !

M. Christian Eckert. Mensonges !

M. Maxime Gremetz. La DARES, vous connaissez ?

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Pendant ce temps-là - si vous connaissez les chiffres de l'INSEE publiés pour l'année 2009 -, la marge des entreprises a diminué de 1,8 % ; elle est aujourd'hui à 29,8 %. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Jean Mallot et M. Patrick Roy. Sortez les mouchoirs !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Voilà pour l'écart entre le salaire, qui reste rémunéré dans les mêmes conditions par rapport à la valeur ajoutée, et le capital, qui est représenté par la marge des entreprises, laquelle a diminué en 2009.

Regardons maintenant les transferts sociaux pour l'année 2009. Qu'avons-nous fait, au cours de cette année, sous l'autorité du Premier ministre ? Nous avons réalisé des transferts massifs en faveur des catégories les plus démunies. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Richard Mallié. Eh oui !

M. Patrick Roy. C'est faux !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Le pouvoir d'achat, en 2009, a augmenté de 1,6 %. (*Protestations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) Ce sont les chiffres, je regrette !

Premièrement, nous avons supprimé les deuxième et troisième tiers provisionnels dus par les catégories de Français les moins imposées. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Deuxièmement, notre majorité a mis en place le revenu de solidarité active, qui, là aussi, a opéré des transferts au bénéfice des plus démunis. (*Nouveaux applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Enfin, parlons un instant du facteur capital, monsieur Brard.

M. Jean-Pierre Brard. Voilà !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Est-ce que vous ne pensez pas qu'il est indispensable que le capital s'investisse dans l'entreprise ?

M. Maxime Gremetz. Justement, il ne le fait pas !

Mme Christine Lagarde, *ministre de l'économie*. Or quelle est la majorité qui a voté la suppression de la taxe professionnelle ? C'est la nôtre, pour permettre l'investissement du capital, parce que le facteur capital, c'est la compétitivité, ce sont les emplois et c'est le pouvoir d'achat. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Brard](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (7^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2293

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Économie, industrie et emploi

Ministère attributaire : Économie, industrie et emploi

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 juin 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 juin 2010